

L'Indépendant

Interpellation démocratique sur les Ogm à Sikasso

La culture des Organismes génétiquement Modifiés peut entraîner une sous production

La salle des conférences du Centre Charles Lwanga a abrité, du 25 au 29 janvier 2006, les travaux de l'atelier sous-régional sur l'utilisation des OGM, dans nos systèmes agricoles. Les cérémonies d'ouverture et de clôture ont été conjointement présidées par le Président de l'Assemblée Régionale, Docteur Kokozié Traoré et le représentant du Gouverneur de région, Mahamadou Diaby.

Organisé par l'Assemblée Régionale de Sikasso, avec l'appui conceptuel et méthodologique du Réseau Interdisciplinaire Biosécurité (RIBios), de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement de Genève (Suisse) et l'International Institute for Environment and Development (IIED) de Londres (Angleterre), sur un financement de la coopération Suisse (DDC) et de la coopération Hollandaise (DGIS).

Cet Espace d'Interpellation Démocratique sur les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) a regroupé les participants venus, du Burkina Faso, du Mali, du Bénin, De l'Afrique du Sud, de l'Inde, des partenaires au développement et de la société civile. Les travaux de cet atelier étaient présidés par Daouda Mariko, Directeur de la radio KénéDougou.

Deux discours ont marqué l'ouverture des travaux de cet atelier. Le premier fut celui du Président de l'Assemblée Régionale de Sikasso, Docteur Kokozié Traoré. Après avoir souhaité la bienvenue aux uns et aux autres en terre malienne de Sikasso, le Président de l'Assemblée a déclaré que les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) sont devenus depuis plusieurs années, un important sujet de préoccupation et de controverse au plan international. Il demeure convaincu que l'introduction des OGM dans nos pays aura, à n'en pas douter, des répercussions "négatives ou positives" sur notre environnement.

Tout comme, le président de l'Assemblée Régionale, le représentant du Gouverneur de la 3ème région, Mahamadou Diaby, a souhaité la bienvenue à tous les participants à cet Espace d'Interpellation Démocratique sur les OGM. Il a souligné que "cette rencontre est une opportunité pour les paysans africains, en général, et maliens, en particulier, pour avoir es informations adéquates sur les organismes génétiquement modifiés".

Les travaux de cette rencontre ont débuté par un exposé de l'expérience sud-africaine en matière de la culture des OGM. Cette expérience, présentée par un paysan de l'Afrique du Sud, TJ Buthelezi, a démontré que la culture des plantes OGM a des avantages et des inconvénients.

TJ Buthelezi pense qu'il est "trop tôt d'instaurer la culture des OGM dans les pays africains où la plupart des producteurs se débrouillent, ou, du moins, n'ont pas les moyens nécessaires pour faire face aux énormes dépenses liées à la culture de ces plantes".

Il a relevé qu'en Afrique du Sud, c'est fort possible que ces plantes dominent les plantes traditionnelles dans les années à venir, mais qu'il est aussi sûr et certain que le combat est difficile. Malgré les subventions que le gouvernement sud-africain octroie aux petits producteurs, entre 3 et 5 millions de rands.

Pour leur part, les Indiens, PV Satheesh et Mlle Manjula, la culture des plantes OGM peut conduire à la sous-production. Si les pays en voie de développement veulent sortir de l'ornière, il leur faut redynamiser leur méthode ancienne. Sinon en optant pour les plantes OGM, ils pourront signer l'arrêt de mort de leurs semences.

optant pour les plantes OGM, ils pourront signer l'arrêt de mort de leurs semences.

PV Satheesh a confié que l'ONG Indienne Navdanya a établi, il y a quelques temps, un registre des espèces de riz locales, dans l'ouest du Bengale. Aujourd'hui, on dénombre 78 espèces de riz résistant naturellement à la sécheresse et, dans la région du Kerala, 40 autres espèces ont été dénombrées pour le bonheur des populations Indiennes.

A en croire toujours PV Satheesh et de Mlle Manjula, en Inde, les plantes OGM n'ont pas de place. Mlle Manjula a ajouté que dans les régions côtières du Kerala, d'Orissa et du Karnataka, des chercheurs indiens ont trouvé diverses espèces tolérantes aux sols salins.

Pour Pia Malnoé du Centre de recherche agronomique Agroscope Changins de Suisse, la Chambre d'Agriculture de l'Union Suisse des Paysans (CAUSP) a confirmé, par 46 voix contre 36, son soutien à l'initiative populaire pour des produits sans modifications génétiques. Il a conclu en disant que, selon plusieurs sondages effectués par des techniciens, ils sont plus de 70% des Suisses qui refusent les OGM dans leur nourriture.

Mamadou Goïta de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique au Mali, "trouve qu'il existe plusieurs raisons pour nous de ne pas accepter les OGM dans nos pays. Parmi ces raisons, il y a la dépendance. En acceptant les OGM, nous ne serons plus maîtres de nos destinées. Forcément nous dépendrons de ceux-là, qui nous imposent ces Organismes Génétiquement Modifiés. Et nous subirons obligatoirement, une autre forme de colonisation. Par ailleurs, il y a les effets néfastes sur le plan sanitaire".

En plus de l'asservissement économique, l'utilisation des OGM peut polluer l'environnement. Mamadou Goïta a souhaité "que nos gouvernements développent des stratégies pouvant améliorer nos façons de cultiver, pour donner de la valeur à nos produits, afin qu'ils puissent être compétitifs sur les différents marchés internationaux, de Londres, Paris, Berlin, New York, Tokyo etc".

La Béninoise, Jeanne Zound Jekpon a, quant à elle, assuré que son pays a "de bonnes raisons contre l'introduction des OGM sur son territoire. Il s'agit, a-t-elle précisé, de la dépendance des chercheurs et des paysans béninois vis-à-vis de leurs homologues des pays développés et des firmes multinationales pour les semences. Les produits agricoles locaux du Bénin peuvent lui permettre d'assurer son autosuffisance alimentaire.

L'introduction des OGM conduira inévitablement à la perte de variétés et races locales de plantes et d'animaux du pays ; la libre diffusion du pollen des semences transgéniques entraînera la pollution des plantes locales de même famille ; la pollution génétique des écosystèmes par les plantes transgéniques n'étant pas encore évaluée".

On y ajoute des risques liés à l'environnement et à la santé humaine, qui ne sont pas encore évalués, tout comme la naissance d'insectes super résistants ou de nouvelles mauvaises herbes. Au Bénin, il n'existe pas encore de législation sur l'utilisation des OGM et les consommateurs béninois préfèrent les produits locaux dans leur grande majorité.

Enfin, pour Athanase Yara, Ingénieur agronome et membre de l'Union Nationale des Producteurs de Coton Burkinabé, la position du paysan Burkinabé est claire en ce qui concerne l'utilisation des plantes OGM. Il a pris un exemple sur les Européens, qui sont nombreux aujourd'hui à rejeter les OGM.

Echaudés par les conséquences graves de la maladie de la vache folle et des poulets à la dioxine sur la santé humaine, les consommateurs européens sont massivement, au moins à 70%, opposés à l'utilisation des OGM a souligné le Burkinabé. Ils ne veulent pas, selon Athanase Yara, qu'on introduise à leur insu des OGM dans leur alimentation. Mieux, ils sont nombreux en Europe, à exiger les étiquettes sur tous les produits alimentaires qui contiennent des OGM.

Forts de tous ces enseignements, les Burkinabés ne sont pas favorables à l'utilisation des plantes OGM dans leur quotidien.

quotidien.

Zhao Ahmed Bamba

Correspondant régional

INTRODUCTION DES OGM EN AFRIQUE

La société civile paysanne africaine demande un moratoire de 10 ans

Comment assurer une sécurité alimentaire durable pour bouter la faim hors de l'Afrique ? Quelle politique agraire faut-il adopter ? Voilà, en substance, quelques grands axes de réflexion, en marge de la conférence de la FAO, dégagés par certains membres de la société civile paysanne africaine qui étaient en conclave à Bamako

Après que leur message eut été interrompu par les ministres et les autres participants à la 25ème conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, les membres de certaines sociétés civiles africaines, qui plaident pour le développement de l'agriculture, ont organisé le jeudi dernier au Grand hôtel, une conférence de presse.

Depuis dix ans, chaque fois que la FAO organise sa conférence régionale sur l'Afrique, la société civile se réunit au même moment pour faire part de sa vision sur l'agriculture.

Cette année, ils étaient plus de 60 participants provenant de plus de 30 pays qui se sont réunis du 27 au 29 à Bamako, autour des réflexions et des propositions en faveur de l'agriculture africaine.

Plusieurs personnalités de la société civile paysanne ont participé à ce point de presse dont, N'Diougou Fall, président du Réseau des Organisations Paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), Manga Désiré du PROPAC, Dr Seinde Arigbede du Nigeria, Professeur Jeanne Zoundjherpon, de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain, Salif Sanogo et Mamadou Coulibaly de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP).

Ce point de presse a été centré sur trois points, à savoir, la problématique foncière et la réforme agraire en Afrique, la lutte contre la faim, et les relations FAO-société civile.

Pour N'Diougou Fall, l'Afrique est le seul continent où le nombre de personnes affamées a augmenté. Pour lui, l'environnement dans lequel l'agriculture s'exerce n'est pas en mesure d'assurer la sécurité alimentaire fixée par les objectifs du millénaire pour le développement.

A l'en croire, l'Afrique ne peut s'attendre à une sécurité alimentaire, tant que les gouvernements respectifs ne feront pas bénéficier les agriculteurs d'une politique de protection. Il a, en outre, soutenu que l'Afrique accuse un grand retard dans la maîtrise des semences hybrides.

Il ne pense pas que l'idée des organismes génétiquement modifiés (OGM) soit la panacée ou la voie à suivre pour accroître la production et éradiquer la faim en Afrique.

Il estime, en revanche, que les gouvernements devraient accorder plus d'importance au volume et aux mécanismes de financement des investissements aux exploitations familiales en renforçant notamment la recherche publique orientée sur les biotechnologies non axées sur le génie génétique et les OGM.

les biotechnologies non axées sur le génie génétique et les OGM.

Pour lui, les récents documents de la FAO sont rédigés dans l'esprit d'introduire les biotechnologies modernes dans l'agriculture africaine ... Avant de souligner que l'Afrique doit observer un moratoire de 10 ans avant toute utilisation et commercialisation des OGM en Afrique.

Pour lui, ce délai sera mis à profit pour se doter d'une législation appropriée et informer et former les acteurs et les producteurs agricoles.

Les organisations paysannes de la société civile africaine demandent à leur gouvernement respectif de prendre un engagement ferme et non négociable contre toute tentative de la levée du moratoire sur la technologie "Terminator" et le brevetage sur le vivant.

S'agissant de la réforme agraire, le président du ROPPA estime que le principe de base de toute réforme agraire est d'assurer à chaque citoyen le droit de disposer de la terre.

Kassim THERA